

nantes, alors que F.O. et C.F.T.C. ne proposent pas grand'chose... (à la S.N.C.F., la C.F.T.C. estime que « le plein est fait », le gouvernement ayant renoncé — pour un temps — à l'application des mesures de réorganisation des services et des horaires).

Seulement, force est de constater que s'il y a eu conjonction entre cette forme de lutte de harcèlement, et la volonté de lutte des ouvriers, il n'y a pas FUSION. Les grèves tournantes sont controversées, même parmi les ouvriers (ce qui amène d'ailleurs la C.G.T. à évoquer la « généralisation » des grèves tournantes). Par exemple, l'attitude de beaucoup d'ouvriers non militants, et non engagés dans une lutte est plutôt mitigée — pour ne pas dire plus — face aux grèves surprises des transports. Par contre, il ne faut pas se dissimuler qu'à la R.A.T.P. et dans la métallurgie par exemple, cette forme de lutte est souvent considérée comme efficace, en raison même des arguments avancés par la C.G.T. (le gouvernement — ou le patron — est drôlement « emmerdé » — la grève coûte moins cher... la réquisition est évitée, en raison du déclenchement imprévisible de la grève, etc.).

Mais, en fin de compte, vers quoi débouche cette agitation ? Il ne faut pas oublier que GLOBALEMENT, le gouvernement ne CEDE RIEN D'ESSENTIEL, NI LES PATRONS. La S.N.C.F. applique son projet de réforme de la rémunération malgré l'opposition C.G.T. et F.O. La R.A.T.P. maintient sa grille de salaires, les patrons ne cèdent que des miettes. Ils lock-outent (General Motors, Peugeot, Sambre-et-Meuse à Saint-Brieuc, S.K.F. à Colombes, Berliet, C.I.M.T. à Tours, etc.), licencient, soit pour compressions de personnel, soit pour faits de grèves, et en profitent pour démanteler les organisations syndicales.

Il ne nous appartient pas de fixer ici les modalités ou les formes d'action, ni à plus forte raison de condamner les formes de lutte, mais plutôt d'éclairer le FOND POLITIQUE de la situation et de préparer en conséquence les militants à affronter l'épreuve de force A VENIR.

Pour l'instant, les patrons sont divisés quant à l'attitude à adopter. Leur indécision est en grande partie déterminée par les incertitudes concernant l'évolution de la situation économique : le pessimisme des Informations Industrielles et Commerciales constatant que « les indices de production ou d'activités s'inclinent lentement vers le bas : notre économie est vulnérable à une crise, mais cela, le gouvernement l'ignore », contraste avec l'optimisme de Fortune Française affirmant que : « notre balance d'avril marque que nos exportations continuent à croître. Elles dépassent nos importations. Nous sommes bien placés au point de vue sidérurgique, aéronautique et dans le domaine de l'automobile. Il y a deux ans, une politique d'exportations cotonnières semblait impensable. A leur tour, le coton et le textile franchissent nos frontières pour être vendus à l'étranger ».

Mais cette circonspection des patrons et du gouvernement dans l'attitude à adopter vis-à-vis des grèves est aussi politique. Faut-il chercher le pourrissement des grèves ? réprimer sévèrement ? Ne serait-ce pas mettre le feu aux joudres ? Il n'est que de comparer l'attitude du gouvernement dans le conflit de la S.N.C.F. entre le 16 juin 1959 et cette fois, pour saisir que des possibilités accrues existent pour le mouvement ouvrier.

L'action de ce dernier contribue à éclairer la situation politique et à débarrasser le régime de ses oripeaux libéraux, facilitant en cela l'élévation de la conscience politique de la classe ouvrière. Ainsi apparaît la nature, le vrai visage du bonapartisme de LA GRANDEUR.

Cette raison seule justifierait le soutien et la participation à toutes les luttes des militants ouvriers révolutionnaires.

Mais il y a plus, car l'EPREUVE DE FORCE EST ENCORE DEVANT NOUS.

Les mouvements en cours peuvent durer encore. Des journées de grève de vingt-quatre heures se succéderont encore. Mais il y a une logique au mouvement propre de la classe.

Rin n'est prévisible d'avance. Mais le mot d'ordre de grève générale doit être exclu dans la période immédiate. En effet, cette forme d'action a des implications politiques élevées. Elle ne peut être isolée des perspectives. Or, la division ouvrière, l'absence de programme révolutionnaire de transition et de front unique des Partis ouvriers, le retard de la conscience politique des ouvriers en raison de l'attitude d'expectative de leur direction — le P.C.F. — demandent d'abord à être surmontés, au moins en partie.

Les critiques adressées ici aux syndicats sont minimales par rapport à celles que nous devons concentrer sur les partis ouvriers, surtout le P.C.F. qui n'assume aucune responsabilité dans les conflits en cours.

C'est dans l'action que la classe ouvrière peut acquérir une conscience politique en rapport avec les besoins de la situation, et cela ne peut se faire qu'avec des luttes menées de façon radicale : la lutte de classe poussée à son paroxysme. Sans prolongement politique, le mouvement actuel risque de laisser les ouvriers sur leur faim.

C'est pourquoi il est nécessaire de vider l'abcès, en politisant les luttes actuelles. Les refus du gouvernement aux revendications immédiates sont inévitables. Les concessions et reculs momentanés qu'il sera amené à prendre ne seront que dérisoires, et provisoires. Le capitalisme français est miné par la guerre d'Algérie, la révolution coloniale ; sa résistance SERA FEROCÉ. Il faut le dire dans les grèves en cours.

Notre lutte n'est pas seulement un moyen de pression. Elle est d'abord un moyen de développement de la conscience politique de la classe ouvrière. Elle doit s'inscrire dans une perspective de lutte contre le régime. A travers les grèves de harcèlement, il faut imposer les revendications UNITAIRES, NON DIVERSIFIEES, CONCENTREES sur des objectifs simples (les 40 heures par exemple) et non diluées dans une liste interminable de revendications où l'accessoire noie l'essentiel.

Il est nécessaire de consolider l'unité à la base et de poser les conditions de la réalisation du front unique ouvrier.

Il faut que le mot d'ordre de « Paix en Algérie » soit lié aux luttes grévistes, ceci sans ultimatum, mais en ayant pour préoccupation de faire accéder tous les ouvriers à une compréhension politique des problèmes.

Il faut radicaliser les mouvements, et lutter contre les « jaunes », défendre les grèves par tous les moyens. C'est possible et compris de la grande masse des ouvriers dont la volonté réelle est de durcir la lutte.

Les luttes ultérieures, inévitables, ne s'en trouveront que facilitées.

H. DUPARC.

« LA VERITE DES TRAVAILLEURS »

PERMANENCE

64, rue de Richelieu
PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite
Métro : Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.
le samedi, tout l'après-midi.